



Cérémonie de remise du titre de  
**DOCTEUR HONORIS CAUSA**  
DE L'UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

à **Rafael CORREA**

Président de la République de l'Équateur (2007-2017),  
économiste



Éloge de Rafael Correa prononcé par Michel Rocca, parrain du récipiendaire  
et Professeur d'Économie à l'Université Grenoble Alpes

Merci à Monsieur le Président CORREA de nous faire le grand honneur de sa présence et d'accepter ainsi d'apporter sa notoriété au rayonnement de l'Université Grenoble Alpes, nouvelle université au développement international croissant.

Monsieur le Professeur, cher Rafael, lorsque que mes collègues du CREG et moi-même avons proposé à Mme la Présidente DUMASY de présenter au Conseil d'Administration votre candidature au titre de DHC nous savourions déjà ce moment d'échanges ; échange qui se prolongera ce soir par une conférence et demain par un séminaire de recherche du laboratoire CREG consacré aux politiques alternatives de développement. Je dis « nous » car les propos qui suivent sont le résultat d'un travail collectif mené avec mes collègues Berthaud, Figuiere, Ponsot et Taouil, tous impliqués dans la coopération que nous menons depuis de nombreuses années avec le monde universitaire équatorien.

Quelle rare opportunité que de se confronter à l'expérience d'un collègue ayant assumé une décennie de responsabilités politiques de premier plan l'amenant à mettre effectivement en œuvre des politiques publiques en faveur du développement, objet de recherche d'une partie des économistes grenoblois.

Quelle grande opportunité surtout de se retrouver à échanger avec un économiste qui a participé "à faire l'économie", au sens où les grands institutionnalistes (Ely, Commons ou Veblen) ou même Keynes la faisaient. C'est-à-dire proposer concrètement un devenir à une économie nationale. Il faut bien admettre que le plus souvent les économistes commentent la marche de l'économie, souvent avec autorité, mais sans jamais avoir à assumer des choix de structure et leurs effets.

Au moment de proposer votre candidature nous étions pourtant assez inquiets : non pas de l'appui très bienveillant de Mme la Présidente ou du résultat du vote du CA qui, je

vous rassure, a été unanime mais de notre propre capacité à mettre en lumière l'exemplarité de votre parcours d'économiste de rang international ayant réussi : réussi tant sur le plan économique (des résultats en matière de croissance mais surtout de développement), réussi aussi sur le plan politique (une véritable transition démocratique), réussi enfin sur le plan des idées (ce que nous tenterons de montrer). En effet, vous avez dirigé pendant dix ans un pays d'Amérique Latine aujourd'hui cité en exemple par les plus grands organismes de recherche (le rapport du CEPR de février 2017) et par les bons connaisseurs des questions économiques en Amérique Latine.

Cette cérémonie nous réunis certes pour distinguer un homme exemplaire. Elle nous offre aussi l'occasion de relever un défi. Le défi de répondre à la question si cruelle que la société civile adresse souvent aux économistes, la même question que la Reine d'Angleterre adressait au prestigieux corps professoral de la LSE au moment de la crise de 2008 : en quoi être économiste est utile à la conduite des affaires d'un pays ? Quels types de solutions peut-il proposer ? Ne fait-il pas que constater ce qui se passe pour finalement se réfugier dans l'explication du passé ... Pourra-t-on adoucir le jugement du prix Nobel Paul Kugman qui considère que « *ces trente dernières années, la macroéconomie a au mieux été spectaculairement inutile, au pire carrément nuisible* » ?

Nous nous permettrons donc d'éclairer votre parcours, les choix et les idées qui l'ont guidé, en y cherchant quelques réponses à l'interrogation sur l'utilité de l'économiste. Nous tenterons, à travers votre expérience, de faire en sorte que l'économiste gagne, aujourd'hui et ici, en crédibilité, tant il est souvent associé au mieux à une forme d'impuissance face aux dogmes, parfois au ridicule de certaines idées importées de la sphère académique, au pire à des politiques qui n'ont pas su éviter les naufrages de certaines économies Nations.

Mon collègue BERTHAUD ayant déjà menacé ceux qui prendraient trop de temps, je me vois donc contraint pour tenter cet exercice de réhabilitation des économistes d'aller directement à trois points révélateurs de vos qualités : les choix de l'économiste CORREA, le projet politique du Président, les enseignements que l'Universitaire peut en tirer.

## **1. L'homme et la formation d'économiste de Rafael CORREA**

De toute évidence, votre parcours de formation n'est pas seulement un parcours au sens de celui des jeunes économistes du XXIème siècle rivalisant de virtuosité technique pour espérer faire partie des conseillers du prince ou des lauréats de concours prestigieux. Il est plutôt l'accomplissement d'une démarche intellectuelle complète. François Perroux aurait dit "d'une pensée". La "pensée" n'interdisant d'ailleurs nullement l'excellence de la démarche scientifique.

Aussi, vous montrez très vite les aptitudes d'un économiste soucieux de la reconnaissance internationale et affirmez une démarche de recherche de haut niveau : après une formation à l'Université de Guayaquil, vous bénéficiez d'une bourse au mérite pour rejoindre l'Université de Louvain déjà internationalement reconnue comme un haut lieu des recherches sur le développement puis l'Université d'Illinois où vous rédigez des articles puis une thèse en 2001 sous la direction de Werner BAER, grand spécialiste des questions de développement. Déjà, votre thèse ("Trois essais sur le développement contemporain latino-américain") adresse une critique académique reconnue aux théories standards du développement et plus précisément aux mesures d'ajustement structurel prônées par les bailleurs de fonds internationaux.

Cette formation de haut niveau international vous amène à proposer une recherche originale qui vous permet d'enseigner à l'Université San Francisco de Quito mais également aux Etats-Unis ou en Belgique.

Mais, derrière l'exemplarité de cette formation ; formation qui aurait lancé pour beaucoup une évidente carrière de chef économiste aux Nations-Unies, se dessine très vite une pensée et un projet que le regretté BAER dit avoir perçu très tôt chez vous "le bon élève".

Inspirée des volontés transformatrices de la théologie de la Libération, vous adoptez l'idée humaniste que l'économie doit d'abord être au service des hommes, plus particulièrement de la lutte contre les inégalités et singulièrement de l'éradication de la pauvreté (en fait de la misère). Point de départ, cette idée appelle un projet : celui de faire confiance aux citoyens (et non à l'autoritarisme de quelques-uns), citoyens seuls

susceptibles d'utiliser la puissance publique pour poursuivre une ambition de transformation « rapide, profonde et radicale » pour reprendre vos termes. Je ne crois pas qu'il faille entendre cette ambition comme banale, certains mots trop utilisés pouvant être parfois démonétisés : vous êtes un économiste qui a des idées, qui compte les mettre en application pour une authentique transformation de son pays après le moment néolibéral.

Et très vite, une conviction encore aujourd'hui très présente dans vos prises de paroles publiques, se précise. Réaliser ce projet suppose d'accepter un vrai combat politique démocratique : partisan d'une politique souverainiste -au sens premier du terme- et d'intégration régionale maîtrisée, vous proposez une plus grande participation de l'État dans la gestion de l'économie en vue de mener une politique visant, je vous cite, à "libérer le pays des atavismes et des puissants intérêts nationaux et internationaux qui le dominent, en faisant passer l'être humain avant le capital". La souveraineté nationale est donc celle des intérêts des citoyens.

Durant cette décennie, il est frappant de constater que votre approche de l'économie est d'abord celle d'une inscription des idées économiques dans et pour la conception d'une nouvelle société que vous envisagez de promouvoir. Pour vous une société où la satisfaction des besoins, et singulièrement ceux des plus pauvres, est l'objectif ... et nous le verrons, pas simplement en parole. Un économiste définirait ce choix comme la volonté d'un « réencastrement de l'économie » dans la société pour reprendre le terme inventé par Karl Polanyi.

Très vite, l'idée de l'action politique fait donc écho aux travaux académiques montrant le caractère inadapté voire destructeur des solutions contenues dans l'idée de l'ajustement structurel (avec son lot de destructurations) et de l'endettement non maîtrisé ou non utile à la satisfaction des besoins. Conseiller économique du Président puis Ministre de l'Economie en 2005, vous prenez d'ailleurs très vite vos distances avec ces politiques. Puis vient le temps de la formulation d'un projet collectif de société basé sur une conception renouvelée du développement.

## **2. Le projet politique du Président CORREA ou l'ambition de "conceptions renouvelées"**

Elu Président en 2007, votre premier geste politique (outre les limitations de rémunérations du personnel politique et de la haute administration) sera de mettre en place une assemblée constituante qui installe une rupture avec l'option néo-libérale défendue jusque-là, mais aussi une authentique démocratie augmentée de formes participatives de la décision ou de la planification. Désormais tout le monde vote et il est adopté :

- Le droit de tous aux soins médicaux, à la nourriture, à la sécurité sociale et à l'éducation ;
- la gratuité des soins pour les personnes âgées ;
- le renforcement du contrôle de l'État sur les ressources essentielles, telles que le pétrole et les minerais ;
- la possibilité d'exproprier et de redistribuer les terres arables inutilisées ;
- des droits constitutionnels pour les minorités indigènes.

Un bon enseignant aurait à répéter cette liste tant elle est le signe des transformations structurelles. Mais, je vous épargnerai.

L'énoncé des résultats est par contre indispensable. En Equateur, entre 2006 et 2016, l'économie du pays a connu une croissance annuelle moyenne de près de 4%, contre un peu plus de 2% pour le reste de la région.

L'Etat a énormément investi dans les infrastructures, permettant ainsi une amélioration spectaculaire du niveau de vie, la disparition de l'analphabétisme, un taux de scolarisation qui augmente et avoisine dorénavant ceux des pays développés.

Même les observateurs les plus critiques reconnaissent la capacité de cette politique à stabiliser l'Equateur, en proie à une violente crise, au début des années 2000, puis à des chocs externes, ensuite. Cher Rafael, il est reconnu que vous avez, selon les termes du directeur du CEPR, « *réussi à reconstruire un pays, avec une vraie majorité politique, réduire les incertitudes, développé les échanges internationaux et rendre l'administration plus efficace* ».

Les explications de cette réussite méritent d'être données. Et, il est possible de les résumer dans des termes très simples, sans trop de jargon économique donc : d'abord il y a le fait que l'Equateur est moins sujet à l'inflation, notamment car il utilise le dollar américain comme monnaie avec les règles que cela impose. Malgré vos réserves initiales sur la dollarisation, cher Rafael, vous n'êtes jamais revenu sur ce gage d'une nécessaire stabilité du pays. Deuxième volet de l'explication : contrairement à d'autres dirigeants du continent, vous ne vous êtes pas fâché avec tous les entrepreneurs de votre pays. Certains d'entre eux ont certes été contraints par des mesures de restrictions des importations par exemple, mais le président-économiste a aussi su en convaincre un grand nombre de coopérer avec son gouvernement pour mener à bien ses politiques. Enfin, et il convient d'aborder très directement la question, le Président Correa n'a pas réduit à néant, comme certains médias l'ont imprudemment annoncé au moment de la dernière élection présidentielle, l'opposition politique de son pays. Parmi les 10 plus grandes villes du pays, aucune n'est gouvernée par le parti majoritaire et certaines ne manquent pas de porter une opposition démocratique forte depuis de longues années.

Mais, au-delà de ces explications d'une situation économique enviée même si toujours à consolider suite à l'évolution des prix du pétrole, c'est plus profondément, une "nouvelle politique" qui a été initiée permettant à une économie de petite taille de trouver sa place dans les échanges internationaux, d'investir fortement et de réguler ses échanges, tout en gardant un contrôle suffisant sur ses choix et notamment sur l'action de la Banque centrale.

L'originalité de cette nouvelle politique économique est certainement d'avoir proposé une stratégie que l'on peut qualifier de "pragmatique-progressiste" dès lors qu'elle se montre toujours détachée des idéologies. Cette politique est surtout résolument volontariste car n'hésitant pas devant les obstacles pour installer « une authentique politique de développement » telle que définie par les grands auteurs classiques ou travaillée par les anciens économistes grenoblois spécialistes reconnus du développement : une politique de satisfaction des besoins et ne s'interdisant aucune innovation politique ; jouant des

dosages nécessaires entre l'initiation à de nouvelles idées et des dispositions plus habituelles.

Poussées par une lecture humaniste, les évolutions constitutionnelles de 2008 ont en pratique ouvert la voie au lancement d'une nouvelle politique qui peut être comprise en revenant, en particulier, sur trois dimensions principales de votre action : la gestion de la dette, la lutte contre la pauvreté, l'adoption du *buen vivir*.

### **A. La gestion de la dette, question économique centrale pour un grand nombre de pays**

L'Équateur fait partie des économies abondamment étudiées pour la gestion de sa dette. En effet, en 2008, cette dette d'Etat est unilatéralement déclarée comme « illégitime, odieuse et inconstitutionnelle ». L'Équateur déclare seul la cessation des paiements de la dette en obligations. Naturellement, nous avons été ici habitués à nous effrayer de ce genre de perspectives tant il est promis des années de souffrance aux peuples confrontés à cette situation. Et bien en Équateur il n'en fut pas ainsi.

Lorsque les créanciers ont essayé de vendre ces obligations à très faible valeur en raison de la cessation des paiements - 20 pour cent de la valeur nominale -, le gouvernement Correa les a rachetées, ce qui en somme a conduit à la nécessaire restructuration de la dette. Contractée par les pouvoirs précédents, la dette a ainsi cessé d'être totalement insoutenable pour l'économie car empêchant toute forme de choix politiques. Cher Rafael, ce choix a un caractère symbolique et politique très fort d'autant qu'il est adressé par un pays de petite taille. En outre, il montre une fois encore, si besoin, que si le développement se fait toujours dans ce que Celso Furtado nommait « la dépendance » il demeure aussi la possibilité de gagner des degrés de liberté dans cette dépendance.

Comme l'a noté justement à l'époque Werner Baer, vous avez d'abord agit en "pragmatique", montrant si besoin, et je le cite, que "*vous croyez en l'efficacité du marché, mais que le marché fonctionne en Amérique latine dans un contexte qui, auparavant, favorisait d'abord les intérêts de groupes minoritaires*". Au fond, votre action a bien la marque de la critique éclairante : cette critique n'est pas celle du marché, mais



bien celle du marché à tout prix ou celle du marché vu comme une loi naturelle et non comme une structure de pouvoir qu'il convient d'affronter en vue de construire une action progressiste.

Et, aujourd'hui, les mêmes bailleurs de fonds mais également d'autres bailleurs nationaux sont toujours disposés à prêter à l'Equateur engagé dans des investissements d'avenir. La dette ne signifie donc plus l'impossibilité des choix mais un moyen économique parmi d'autres. Et, les choix seront ceux du progrès.

### **B. Deuxième dimension de votre action, la lutte contre la pauvreté**

A propos de la pauvreté, chacun peut se souvenir de la parole de Gandhi considérant qu'elle constituait « la pire forme de violence ».

Pour vous, cher Rafael, cet enseignement est pris à la lettre et donc au sérieux. Cela se traduit immédiatement par une rupture politique très forte : une augmentation inédite des investissements dans l'ensemble des infrastructures (routes, hôpitaux, écoles, électricité,...) et le doublement ou le triplement immédiat des budgets finançant des besoins sociaux. En dix ans, le taux de pauvreté a presque été divisé par 2, chutant en moyenne à 23% de la population, ce qui place l'Equateur en tête des pays d'Amérique Latine.

Il n'est pas besoin d'en dire plus sur ce choix de changement de société opéré par un transfert massif de ressources vers la satisfaction de besoins humains essentiels. Les témoignages que l'on peut recueillir en ville et dans les campagnes ne viennent que confirmer les chiffres. En Equateur, le personnel de maison bénéficie aujourd'hui en pratique d'une retraite (remplaçant le travail pour la vie) et d'une prise en charge complète de ses soins de santé. Le changement d'horizon est radical.

Si une orientation forte des ressources a été nécessaire, l'ambition de ces politiques a bien été de provoquer une évolution des structures de la société. Au-delà des habituelles logiques de charité qui pérennisent la misère, l'action de développement a été structurelle : désenclaver les communautés, leur apporter soins et éducation, former des

personnels et une administration pour accompagner dans la durée ces changements. Je pense notamment à la réforme de l'enseignement supérieur. Il est ainsi à noter que l'Equateur bénéficie aujourd'hui en Amérique Latine du taux de poursuite d'études dans le supérieur le plus élevé.

Ces changements de structures propres aux dynamiques de développement s'incarnent enfin, dans le cas de l'Equateur, dans un changement de conceptions qui semble, en fait, le plus moderne et révolutionnaire à la fois : le « *buen vivir* ».

### **C. Le "buen vivir" (comprendons ici le "bien-vivre" ou plutôt « le vivre en plénitude ») ou la promesse d'une autre conception du développement des sociétés humaines**

Adopté en référence aux conceptions philosophiques des communautés indiennes que vous connaissez très bien, le concept de *buen vivir* a reçu une première reconnaissance institutionnelle en 2008, lorsqu'il a été inscrit en préambule de la nouvelle Constitution équatorienne. La Bolivie prenant la même initiative l'année suivante.

Selon cette conception peut-être difficile à définir en quelques mots, la possession n'est plus le centre de l'épanouissement humain, ce dernier étant à construire dans un rapport harmonieux de l'homme à la nature. Et la nature devient un sujet de droit. Plurinational, composé des différentes cultures et langues indiennes, l'Etat a par ailleurs l'obligation de reprendre le pouvoir sur son économie et de lutter contre les inégalités en favorisant ces rapports harmonieux. Un ensemble de moyens techniques nouveaux est mobilisé et, notamment, la propriété collective des terres par les communautés est reconnue.

Aujourd'hui, le *buen vivir* n'est donc plus seulement un doux rêve d'Indien parfois conté. Le *buen vivir* est un idéal de vie indien qui s'affirme dans plusieurs pays d'Amérique latine et suscite de l'intérêt car il pense le développement humain en harmonie avec la nature.

La mise en œuvre des principes du *buen vivir* est certes concrètement difficile et les changements relèvent du temps long. Toutefois, les premiers pas sont engagés et, déjà,

les expériences européennes s'inspirent de cette volonté de créer des liens plus harmonieux entre les hommes et entre les hommes et la nature.

A l'origine du *buen vivir*, il y a bien l'idée centrale de la cosmogonie indienne selon laquelle la nature est une personne en soi, animée, généreuse et fragile, à l'image de l'homme. Tous deux sont égaux, complémentaires et interdépendants. Ils veillent respectivement l'un sur l'autre et aspirent à une vie harmonieuse. La nature fournit aux êtres humains des ressources que ceux-ci prélèvent avec parcimonie à mesure de leur renouvellement. Ces ressources appartiennent à la collectivité et la notion de propriété privée n'existe pas. Le *buen vivir* appelle logiquement un principe d'une vie communautaire faite d'entraide, de responsabilités partagées, de production collective et de distribution des richesses selon les nécessités des membres de la communauté.

En théorie, l'idée du *buen vivir* s'oppose donc frontalement à l'idée que nous pourrions supprimer la pauvreté par une croissance économique infinie. Elle ouvre plutôt la voie à une vision anticonsumériste et hostile au gaspillage qui rejoint directement les convictions très contemporaines et occidentales des mouvements d'idées appelant à un virage urgent en matière de développement soutenable, à la nécessité impérieuse d'une transition en profondeur de nos sociétés

Avec le *buen vivir*, la politique équatorienne annonce une réorientation de l'économie : saccager la nature n'est plus une solution et il faut trouver des manières plus respectueuses pour extraire les minéraux en évitant, par exemple, l'usage des méthodes destructrices de l'environnement. Le *buen vivir* est donc un horizon qui sera atteint en répondant à une question simple et redoutable : comment payer des écoles, des soins de santé et répondre aux besoins essentiels des populations sans dévaster l'environnement ?

Pour cela, la conception de l'action publique en Equateur a été profondément renouvelée: l'Etat ne voit déjà plus les allocations comme des charges mais comme un instrument de souveraineté économique, car la volonté de redistribuer les richesses est ce qui pousse à nationaliser certains secteurs de l'économie : énergie, transport, télécommunications. On

voit ici comment le *buen vivir* se diffuse pleinement dans la société. Ce qui est à l'origine une affirmation identitaire des communautés indiennes est devenu un besoin d'affranchissement de sociétés entières qui cherchent à échapper à la totale domination des jeux de marchés. Il reste désormais à voir comment le pays peut vraiment générer une économie respectueuse de l'environnement en s'émancipant définitivement de l'exploitation outrancière du sous-sol.

Le chemin ouvert est évidemment long et parfois très difficile ; et vous en avez fait l'amère expérience. L'ouverture à l'exploitation pétrolière dans le parc Yasuni a montré, si besoin, comme dans d'autres pays, que les besoins essentiels nécessitent aussi et parfois de rechercher les recettes d'exportation.

Toutefois, le cadre d'une nouvelle politique économique est posé en prônant un partage des ressources et en s'affranchissant chaque fois que nécessaire ou possible politiquement des lois du marché. Peut-être « vivre mieux avec moins », mais surtout vivre autrement.

### **3. Enfin, quels enseignements l'économiste et plus largement l'Universitaire peut-il tirer de l'exemplarité de votre parcours ?**

Au terme de cet éloge, nous pourrions amplement nous satisfaire de ce bilan de politiques économiques menées avec succès et d'un bilan personnel flatteur, cher Rafael. D'autant que ces bilans furent obtenus au prix d'affrontements politiques majeurs, personnellement très risqués et qui resteront une page importante, certains disent « nouvelle » de l'histoire de l'Equateur. En définitive, des affrontements de conceptions entre groupes sociaux qui, bien que radicalement opposés en matière de stratégies de développements, n'ont pas emmené l'Equateur en dehors du champ de la démocratie, de la souveraineté, du progrès social et de la liberté comme le rappelait, il y a peu, Noam Chomsky.

Ces tensions sociales ont en vérité leur explication, et il faut l'admettre. Il faut bien reconnaître qu'il est très désagréable pour les citoyens les plus aisés ou possédants de devoir contribuer, par un impôt démocratique, au développement d'une protection

sociale, d'un système de retraites, d'infrastructures. La tentation de se soustraire à cet impératif de solidarité est déjà forte dans les pays où le principe est pourtant admis de longue date. Cette tentation est irrépensible dans les pays où il ne l'est pas encore complètement. Et, il n'est point besoin de redire combien l'envol de l'Equateur aura à trouver d'autres souffles et d'autres ressources pour faire que l'impératif de développement économique puisse s'installer dans la durée.

Au moment de vous laisser enfin la parole, cher Rafael, votre décennie de Présidence laisse, pour nous économistes mais aussi pour tous les progressistes, une trace plus profonde que celle de votre réussite d'économiste-Président : une trace intellectuelle.

Si l'on reprend l'inquiétude de la Reine d'Angleterre, cette réussite montre aux économistes de métier mais aussi aux policy-makers que des stratégies alternatives de développement sont concrètement possibles si inscrites dans l'innovation des méthodes et des choix, la satisfaction des besoins humains mais surtout dans une rigueur « cardinale » au sens de Perroux : les choix démocratiques. Cet espoir est d'autant plus entraînant, cher Rafael, que ces alternatives ont permis à un changement d'idées de triompher contre le fatalisme et les blocages véhiculés dès lors que le progrès est en jeu. Ce changement est reconnu par vos admirateurs mais aussi par vos détracteurs les plus virulents comme un mélange "pragmatique" d'idées anciennes (la lutte contre la pauvreté par l'utilisation des recettes d'exportation) et d'innovations conceptuelles (le *buen vivir*). C'est ainsi l'affirmation que le progrès d'une société n'est pas, comme le disait Roosevelt en 1932, "affaire d'idéologies mais de volonté pour satisfaire des besoins". Lui parlait de ses « amis » (le peuple américain écrasé par la Grande Crise), vous parlez des « citoyens ».

Au total, ne peut-on pas donc penser, un peu plus optimiste à la fin de cet éloge, que votre parcours, comme celui de Roosevelt à une autre époque et dans d'autres circonstances, est aussi un message convaincant de la possibilité d'une résistance mais surtout d'une alternative, face à la tyrannie d'idées imposées contre l'intérêt des peuples ? Il nous faut le voir ainsi, nous le croyons.

Naturellement, cher Rafael, il y a certainement dans ces quelques mots, et je vous prie de nous en excuser par avance, des simplifications, des oublis ou des lectures malencontreuses que nous aurions pu faire de votre pensée. Autant d'imperfections que nos nombreuses missions en Equateur n'auraient pas permis de corriger. Ces maladresses sont le seul fruit d'un enthousiasme à peine masqué de vous avoir parmi nous. De la conviction aussi, que votre expérience permet de croire que la pensée et l'engagement de l'économiste peuvent, à des conditions que vous avez réunies, changer le cours des choses et faire que l'Universitaire, par l'action, puisse inscrire sa trace "*d'homo faber*" selon la conception Arendt : un homme qui cherche à produire une œuvre, un changement véritable et impose en toute souveraineté sa marque et sa volonté.

Il est parfois tentant, nous l'avons suggéré, de vouloir faire « l'économie des économistes », votre expérience d'économiste-Président préserve, sans nul doute, de cette tentation.

En vous remerciant encore, Monsieur le Président, Monsieur le Professeur, cher Rafael, de l'honneur que vous faites à notre communauté d'économistes et d'universitaires grenoblois de votre présence et de vos apports à la réflexion sur le développement harmonieux des sociétés.